



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°44 du 23 mars 2018

## Au sommaire :

- **Après le 22, construisons l'affrontement avec le gouvernement - Isabelle Ufferte**
- **La Chine capitaliste de l'empereur Xi Jinping, une combinaison explosive de libéralisme et d'impérialisme - Yvan Lemaitre**

## Après le 22, construisons l'affrontement avec le gouvernement

**J**eudi, les manifestations ont partout été très grosses. Celle des cheminots, la plupart montés à Paris, était massive, même s'ils ont aussi été nombreux dans certaines villes du fait de trains supprimés (35 % de cheminots grévistes à l'appel de Sud Rail et de l'UNSA, les autres syndicats n'appelant qu'à manifester). Hospitaliers, territoriaux, agents des finances, enseignants..., par delà les revendications spécifiques à la Fonction publique, contre les 120 000 suppressions de postes, l'attaque frontale contre les statuts, la destruction des services publics, tous manifestaient contre l'offensive brutale qui touche tous les secteurs du monde du travail, aux côtés de cortèges de boîtes en lutte, public et privé, étudiants et lycéens, retraités, chômeurs, tous drapeaux mélangés, contre la « casse sociale ».

Partout des équipes militantes se sont saisies de cette journée pour construire à la base, rassembler, préparer l'après. Dans un certain nombre de villes, les manifestations se sont terminées par des AG de lutte, jusqu'à 2000 personnes réunies à Bordeaux où les étudiants avaient invité à une AG « étudiants-travailleurs ».

Le 22 a exprimé le ras le bol, le sentiment d'urgence contre l'offensive générale, l'aspiration au tous ensemble. Malgré un appel intersyndical « Fonction publique » et « services publics », malgré l'absence de plan de lutte des confédérations, cette journée de mobilisation ne ressemblait pas aux autres. Elle s'insère dans un mouvement en construction, pluriel, qui s'enrichit de luttes diverses aux revendications, histoires et rythmes différents mais qui s'inscrivent dans une même volonté de riposter à l'offensive que chacun sait coordonnée. Et nombre de ceux qui ne sont pas sortis cette fois ont suivi de près : 55 % de la population (toutes catégories confondues) soutient la grève, 82 % des salariés du public.

L'ampleur du 22 donne confiance et renforce le sentiment de légitimité une semaine après les manifestations massives des retraités, la grève des Ehpad et alors que les grèves se multiplient dans les hôpitaux, à La Poste, contre les fermetures de classes, contre les licenciements comme à Ford qui appelle à une manifestation pour l'emploi le 24 mars, Carrefour qui sera en grève nationale le 31 mars, ou pour les salaires comme à Air France en grève ce 23 mars et probablement le 30... Tandis que la lutte étudiante redémarre, avec des universités bloquées telles Toulouse ou Bordeaux. Des luttes entre lesquelles des équipes militantes s'activent pour construire des ponts. Les liens créés lors de la lutte contre loi travail, les collectifs militants se réactivent regroupant, en fonction des lieux et des histoires, des militants syndicaux, des étudiants, des militants associatifs et politiques.

Face à la propagande grossière et tout azimut du gouvernement et des patrons contre les « privilégiés », des travailleur-se-s, des jeunes, des militant-e-s ont fait campagne, mené une bataille politique pour gagner l'opinion. Cheminots, fonctionnaires, retraités, étudiants, les dits privilégiés ont su trouver des alliés... jusqu'aux journaux télé qui ont finalement été rencontrer des cheminots sur les voies, montré les fiches de paye, parlé de la vie de celles et ceux qui font tourner la société, dans les hôpitaux, les gares, les usines, les écoles et lycées...

Des militant-e-s qui hésitaient sentent que quelque chose est possible, et chacun discute de comment faire plier le gouvernement alors que la CGT vient d'annoncer une prochaine mobilisation dans... un mois, le 19 avril ! Mais la date du 3 avril, jour du début de grève à la SNCF, est dans la tête de bien des militant-e-s.

## A la SNCF et ailleurs, préparer l'affrontement par delà les tergiversations des appareils

« Les organisations syndicales constatent que, face à un gouvernement autoritaire, il sera nécessaire d'être en capacité de tenir un conflit intensif sur une très longue durée » a doctement expliqué Laurent Brun de la CGT Cheminots pour mieux justifier la décision de la majorité de l'intersyndicale SNCF (CGT, UNSA, CFDT) d'appeler à une grève de 2 jours par semaine à partir du 3 avril (dans près de deux semaines) jusqu'au 28 juin.

Une décision qui illustre à quel point les directions syndicales ne veulent pas laisser les cheminots décider eux-mêmes de leur lutte, bouclant par avance un calendrier de trois mois de « grève en pointillés ». Le prétexte de radicalité a bien du mal à masquer la tiédeur des appareils empêtrés depuis des semaines dans les négociations avec le gouvernement (auxquelles toutes les organisations se sont pliées), leur crainte que le mouvement ne leur échappe.

Seul SUD Rail a fait entendre une autre voix, après hésitations et de manière mesurée : dans un tract du 19 mars « *Faisons-le dans l'unité !* », il « rappelle que ce sont les grévistes, en Assemblées Générales, qui décideront de leur grève. La Fédération SUD-Rail, comme elle le fait depuis des mois et donc bien avant l'annonce de cette grève, demande des négociations pour gagner de nouveaux droits », appelant à « mener les négociations avec toutes les fédérations syndicales soutenant la grève ». Parmi celles-ci, la CFDT dont le secrétaire général a expliqué « *la CFDT ne cherche pas le mouvement pour le mouvement. Si on peut se l'éviter, on le fait [...] Il y a une concertation qui est ouverte, elle doit nous emmener d'un point A à un point B. Ce qui motive la grève c'est que pour l'instant dans les concertations, il y a eu une écoute attentive rien de plus. [...] Hier, les syndicats ont décidé qu'à partir de début avril, il y aurait des mouvements de grève. On est le 16 mars, ça laisse 15 jours, trois semaines pour discuter. Discutons* ». Ca a le mérite d'être clair...

Alors que le mouvement s'annonce massif chez les cheminots, que la colère est profonde -jusqu'aux cadres qui font savoir que, cette fois, ils ne remplaceront pas les grévistes-, il est urgent que militants et travailleurs combattifs se dégagent du piège paralysant de l'unité syndicale à tout prix.

En face, Le Maire a fait court : « *Face à la grève, nous tiendrons [...] J'ai un peu de mal à comprendre qu'au moment où nous sommes en train de discuter de l'avenir de la SNCF, la grève soit un préalable [...] On discute, nous échangeons les points de vue de chacun. Mais au bout d'un certain temps, je crois que le président de la République et cette majorité à laquelle j'appartiens, nous avons été élus pour décider* ».

La lutte est politique, globale, et les cheminots, l'ensemble des travailleurs, ne pouvons la gagner qu'en la pensant comme telle, en prenant nous-mêmes la direction de

notre mouvement en lien avec les différents secteurs en lutte pour construire un mouvement d'ensemble.

## Nouvelle unité « à gauche »... ou indépendance de classe ?

La presse s'est largement fait l'écho de l'initiative unitaire regroupant « la gauche du PS », d'Alternative Libertaire à Génération.s (parti de Hamon) en passant par le PCF, Nouvelle Donne, EELV, un député FI, etc...

Olivier Besancenot, à l'origine de l'initiative, expliquait lors de la conférence de presse (<https://npa2009.org/videos/conference-de-presse-unitaire-pour-la-greve-du-22-mars-2018>) : « *nous sommes venus dire aux travailleurs vous n'êtes pas seuls face au gouvernement [...] On va appuyer les revendications [...] Ce qui nous rassemble c'est un certain nombre de positions communes sur la défense des services publics* ». A la question d'une journaliste demandant « *cette unité, elle peut durer ?* », il a répondu « *je le souhaite, je pense que oui car il y a une volonté commune de la faire* »...

La représentante de Nouvelle Donne s'est réjouie « *que nous soyons ensemble, partis de gauche, sur des positions communes* », celui de Génération.s a surenchéri : « *Face à la politique du gouvernement Macron, unité sans préalable !* ». Une unité avec qui et pour quoi faire, sur quel programme, celui de Hamon, ancien ministre de Valls et Hollande ? Le secrétaire national d'EELV a lui formulé son objectif sans détour : que « *cette coalition de rejet* » devienne une « *coalition de projets* »...

Ce n'est pas de manque d'unité de ce qu'il reste de « la gauche » que souffre le monde du travail, mais de clarté politique et d'indépendance de classe ! Parmi ces partis aujourd'hui opposés à Macron, nombreux ont soutenu ou directement mené au gouvernement l'offensive libérale contre le monde du travail. Chacun se rappelle le rôle joué au sein gouvernement Jospin par Gayssot (PCF), alors ministre des transports, qui avait ouvert la voie à l'éclatement de la SNCF en avalisant la création de RFF, et avait lancé la privatisation d'Air France en introduisant une partie de son capital en bourse.

Alors très bien si aujourd'hui ils soutiennent la grève, mais personne n'est dupe de leur motivation et de leur politique. Le monde du travail en a déjà lourdement payé les conséquences. L'avenir du mouvement ne dépend pas d'eux mais bien de la capacité des travailleurs à rompre avec les illusions institutionnelles pour prendre eux-mêmes leurs affaires en main.

Pour les militants du NPA, pour les travailleurs et les jeunes qui se sont reconnus dans l'insolence et l'indépendance ouvrières de Philippe Poutou lors de la campagne présidentielle, loin de tourner la page pour abandonner notre crédit à des politiciens de cette gauche faillie, nous devons faire fructifier nos acquis à travers les mobilisations, les mettre au service des luttes pour construire des liens nécessaires à leur convergence, pour formuler une politique pour affronter le gouvernement sur le terrain de la lutte de classe.

## Un plan et un programme pour un mouvement d'ensemble

Pour négocier avec le gouvernement, la CGT Cheminot a présenté son « *Rapport sur l'avenir du service public ferroviaire et contre le statu quo libéral* », 45 pages de prétendues solutions alternatives. Et Laurent Brun de s'offusquer : « *On nous consulte, on nous demande de contribuer. Puis, quand on regarde le rapport Spinetta ou le Pacte ferroviaire d'Edouard Philippe, absolument rien n'est repris* ». Comme si l'objet n'était pas de paralyser les travailleurs, les militants, en essayant de les faire participer à la farce, de les convaincre qu'eux et leurs organisations devraient proposer leurs propres « *réformes* » comme se plaît à le répéter Martinez.

Une politique qui rejoint celle défendue à Ford Blanquefort par des représentants de l'UD CGT ou cet élu PC expliquant lors d'une réunion unitaire pour préparer la lutte contre la fermeture de l'usine, « *J'entends parler de convergence, mais ce n'est pas la réponse. La réponse, c'est montrer aux salariés qu'il y a des projets industriels pour maintenir l'emploi, inventer des process industriels. Montrer que nous ne sommes pas que dans la contestation mais aussi dans la proposition* »...

Comme si mettre un coup d'arrêt à l'offensive des multinationales, des banques, du gouvernement n'exigeait pas de construire la convergence des luttes, tous secteurs confondus, pour aller vers un mouvement général, avec la claire conscience des rapports de classe.

Construire ces convergences est notre seule « solution alternative », et les possibilités existent. Tous ceux qui luttent sont ouverts aux autres. A Bordeaux, étudiants, cheminots, facteurs en grève, travailleurs de Ford, ceux qui luttent se rendent visite, s'invitent dans leurs AG, à leurs rassemblements. Et il en est ainsi dans bien des villes pour peu que des militant-e-s en prennent l'initiative, en défendent la perspective, aident à l'organisation, donnent confiance et entraînent. Toute notre énergie doit tendre à cela, défendre une politique qui arme les militant-e-s de la lutte, les travailleurs, les étudiants face à la politique des directions syndicales, face au dialogue social et à tous les marchands d'illusions institutionnelles, syndicaux et politiques. Pour cela, il nous faut aider ceux qui se battent à s'organiser, à la base, pour décider eux-mêmes de leur mouvement, contrôler leur grève, imposer la démocratie de la lutte.

C'est la tâche de tou-te-s les militants dans les jours et les semaines qui viennent.

Isabelle Ufferte

## La Chine capitaliste de l'empereur Xi Jinping, une combinaison explosive de libéralisme et d'impérialisme

L'évolution de la Chine capitaliste donne un saisissant éclairage sur l'évolution du capitalisme globalisé. Le dernier épisode en est la décision de l'Assemblée nationale populaire, le 11 mars, d'amender la Constitution afin de supprimer la limite de la fonction présidentielle à deux mandats, laissant ouverte la possibilité que Xi Jinping puisse devenir président à vie, avant que le nouvel empereur de la nouvelle dynastie capitaliste chinoise ne soit réélu président à l'unanimité. Il est une des illustrations de cette combinaison dévastatrice de libéralisme et d'autoritarisme à travers laquelle se façonne la Chine moderne, le nouvel empire du capital dans le cadre de la concurrence mondialisée.

Face à cette évolution qui s'inscrit dans le tournant que connaît la mondialisation, la discussion n'est pas tant de savoir si la Chine est devenue une puissance impérialisme ou pas que d'analyser en quoi l'émergence de la Chine participe d'une transformation globale des rapports entre puissances capitalistes. Elle est une des expressions de la fin de l'époque de l'impérialisme dont Lénine avait décrit les traits principaux dans sa période de formation jusqu'à la première guerre mondiale au début du XX<sup>ème</sup> siècle.

Celles et ceux qui avaient cru voir dans la Chine de Mao un État ouvrier ou le communisme sont tout aussi désarçonnés par sa transformation qu'ils l'étaient devant la révolu-

tion maoïste. Leur pensée dominée par des abstractions a du mal à intégrer le matérialisme militant, le marxisme, c'est-à-dire l'analyse des forces sociales, des luttes de classe hors de toute idéologie.

Ceci dit, il est non seulement légitime mais indispensable de s'interroger sur ce qu'est l'État chinois, sa place dans l'évolution du capitalisme, les évolutions à venir. Cet article est une contribution à cette discussion. Il se propose d'aborder cette question de façon concrète à travers l'histoire des luttes de classes en Chine et dans le monde, arène de sa transformation.

Une façon aussi de démythifier le passé « communiste » dont toute une partie de la gauche ou même des révolutionnaires ont été dupes, une lecture idéologique de l'histoire. Cette démythification est une nécessité aussi pour le mouvement trotskyste dont la plupart des courants ont plaqué mécaniquement sur la Chine, en les déformant, les raisonnements de Trotsky sur la dégénérescence de l'URSS, le stalinisme, au nom d'une conception mécanique de la théorie de la révolution permanente.

### 1949, Mao, la révolution paysanne et nationale

La propagande maoïste a enfanté une double mystification à la fois en se proclamant « communiste » et aussi

en s'érigeant en rupture révolutionnaire avec le stalinisme dont elle était, par ailleurs, un sous-produit. Cette mystification s'est opérée dans le contexte de l'hystérie anticomuniste de la guerre froide à laquelle répondait l'anti-impérialisme des luttes de libération nationale dont la révolution chinoise fut la première et la plus radicale victoire. A la guerre froide et aux guerres coloniales répondait une compréhension manichéenne du monde, morale, idéologique, façonnée par le stalinisme puis par le maoïsme. Au sein du mouvement trotskiste, le raisonnement était plus sophistiqué et gardait une distance critique mais faisait de la théorie de la révolution permanente un dogme.

Cette dernière fonde la stratégie révolutionnaire non à partir de particularités nationales mais d'une conception globale qui comprend l'histoire et les luttes de classes en les intégrant dans le marché mondial d'un point de vue de classe, internationaliste.

*« Pour les pays à développement bourgeois retardataire - écrivait Trotsky - la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. [...] Cependant, la dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique sera inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire les incursions profondes dans le droit bourgeois de propriété. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente. [...] La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi, la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète ».*  La révolution chinoise a connu une autre dynamique de classe. Trotsky analysait en 1932 l'armée de Mao Tsé Tound comme « *paysanne par son contenu et petite-bourgeoise par sa direction* ».

Dans un texte intitulé « *La guerre paysanne en Chine et le prolétariat* », il attirait l'attention sur le fait que : « *le pont entre la paysannerie et la bourgeoisie est constitué par la moyenne bourgeoisie citadine, principalement par les intellectuels qui interviennent sous le drapeau du socialisme et même du communisme* ». (1)

C'est ainsi qu'en Chine, l'évolution des luttes de classes a abouti à une situation profondément originale. La révolte de millions de paysans contre les propriétaires fonciers, l'esclavage féodal et contre l'occupation japonaise, pour l'indépendance nationale, s'est confondue avec le développement et le combat d'un parti petit-bourgeois national et anti-impérialiste, indépendant de la bourgeoisie comprador et de ses alliés les féodaux, le Parti communiste chinois.

Si la combinaison de la révolte sociale et de la lutte nationale a débouché sur une révolution bien plus profonde en Chine que dans les autres pays sous-développés, cette révolution fut le fait des masses paysannes balayant les vieilles structures féodales et les rapports sociaux, habitudes, traditions moyenâgeux rompant avec la domination impérialiste. Elle a été une puissante impulsion aux révoltes nationales alors que Staline s'apprêtait à négocier à travers la guerre froide la coexistence pacifique. Elle a porté à cette domination impérialiste et coloniale un coup qui lui fut fatal.

Cela fut rendu possible par la transformation du Parti communiste chinois en un parti petit-bourgeois stalinien suffisamment indépendant de la bourgeoisie nationale et de ses alliés féodaux pour prendre résolument la tête du mouvement paysan.

Cette révolution put s'emparer du drapeau du communisme parce que le prolétariat vaincu par la contre-révolution stalinienne, le fascisme et la guerre avait été contraint de le laisser aux mains de la bureaucratie stalinienne qui le laissa aux mains des forces nationalistes radicales ou révolutionnaires qui en firent le drapeau de l'émancipation nationale.

Nous reprenons à notre compte ce qu'écrivait *Voix ouvrière* à l'occasion d'un Cercle Léon Trotsky, *La Chine à l'heure de la révolution culturelle*, en décembre 1967 : « *Pour nous, l'État chinois est un État bourgeois. Il l'est, car il s'est construit en dehors du prolétariat, si ce n'est contre lui. Pour nous, il n'existe pas de critère formel pour définir la nature d'un État, et à notre avis un tel formalisme est profondément étranger au marxisme. Il n'y a pas de pire façon d'analyser la nature de l'État chinois que celle qui consiste à le considérer une fois établi et à le comparer ensuite à des modèles, ou ce qu'on considère comme tels, en l'occurrence l'URSS*.

*L'URSS elle-même n'est pas née telle qu'elle est aujourd'hui. Elle est devenue ce qu'elle est à la suite de longues luttes, de victoires puis de défaites du prolétariat, du reflux du mouvement ouvrier, et pas seulement en Russie mais à l'échelle du monde. Considérer comme critère de comparaison le visage statique qu'offre l'URSS de Brejnev, c'est faire abstraction d'un demi-siècle de mouvement révolutionnaire, d'un demi-siècle de mouvement ouvrier tout court.*

*Invoquer le raisonnement primitif, selon lequel Mao Tsé-tound et ses compagnons étaient des staliens, et comme le stalinisme est historiquement le produit de la dégénérescence d'un État ouvrier, ils ne pouvaient construire qu'un État ouvrier dégénéré ; invoquer ce raisonnement donc, pourrait faire rire, si ce n'était, dépouillé à l'extrême, l'ultime argument de nombre de ceux qui parlent d'État ouvrier dégénéré en Chine. »* (2)

## **De la révolution à l'intégration au marché mondial, la permanence du capitalisme...**

La puissante dynamique impulsée par la révolution paysanne et nationale chinoise se poursuivit à travers la va-

gue des luttes et révolutions d'indépendance nationale dont le point culminant fut l'indépendance et la réunification du Vietnam en 1975. L'époque de l'impérialisme et de la domination coloniale prenait fin.

Et c'est en toute logique capitaliste que la Chine de Mao est sortie de sa situation de puissance sous-développée pour devenir une puissance capitaliste en intégrant le marché capitaliste mondial et en surexploitant un nouveau prolétariat né de la ruine de larges fractions de la paysannerie.

Durant l'époque maoïste, l'appareil d'État se lança dans une industrialisation à marche forcée qui reposait sur une surexploitation de la paysannerie au profit de l'industrie lourde et des besoins militaires. Comme l'écrivit Mylène Gaulard : « *La direction du pays par le Parti communiste n'a vraisemblablement pas constitué une rupture avec le mode de production capitaliste ; bien au contraire, ce dernier n'aurait pu réellement s'épanouir sans la reprise en main, en 1949, de l'appareil productif par une bureaucratie d'État.* » (3)

La véritable industrialisation commence, en fait, après les premiers gestes d'ouverture après la mort de Mao en 1976 et surtout durant les années 1990 sous la direction de Deng Xiaoping après l'effondrement de l'URSS.

Le développement de la Chine capitaliste s'est opéré sur le terrain du capitalisme mondial et a, en retour, participé à l'évolution globale de ce dernier, d'abord en tant qu'« atelier du monde », aujourd'hui comme grande puissance. Son intégration au marché mondial -en 2001 elle intègre l'OMC- a accompagné l'offensive libérale des vieilles puissances capitalistes.

La Chine a été une force motrice de la nouvelle phase de développement du capitalisme en offrant aux capitaux un immense champ d'investissement faisant des prolétaires chinois les soutiens de la mondialisation financière. Ce développement s'accompagna, de façon diversifiée et moindre, de celui des anciens pays coloniaux eux-mêmes intégrés au marché mondial, en particulier les pays dits « émergents », regroupés sous l'acronyme des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine). Ce qui pouvait apparaître comme les faiblesses du capitalisme chinois, son sous-développement, le poids des campagnes, l'absence d'une petite et moyenne bourgeoisie riches, donc l'absence de marché intérieur, la faiblesse de la classe bourgeoise et en corollaire un État dictatorial se sont transformés en autant d'atouts pour que la Chine soit à même de se développer dans le cadre de l'offensive mondialisée des classes capitalistes.

Ces faiblesses devinrent autant d'atouts quand la Chine décida sous Deng Xiaoping de s'ouvrir au marché mondial et aux capitaux avides de nouveaux investissements productifs pour relancer les profits.

## **Dictature, expansionnisme, militarisme, compléments du libéralisme**

Ce développement impulsé par les capitaux étrangers fut dominé par les exportations avec, en corollaire, une politique à même d'opérer le déploiement international,

économique et militaire de la puissance chinoise, une diplomatie expansionniste visant à ouvrir des marchés pour les marchandises chinoises.

Le tournant fut accéléré après la crise de 2007-2008 dont l'accès au pouvoir, en 2012 et 2013, de Xi Jinping est la conséquence.

Celui-ci afficha sa volonté de hisser la Chine au rang de grande puissance mondiale pour ne plus être l'atelier du monde mais une puissance technologiquement développée capable de concurrencer les USA. A coups de plans de relance, en 2008 et 2015, et d'un énorme endettement, l'économie chinoise a joué son rôle de moteur de la croissance mondiale. Aujourd'hui, l'objectif est de devenir, d'ici à 2025, un « *leader global* » dans les technologies du futur -semi-conducteurs, intelligence artificielle etc. Xi Jinping promet l'avènement d'une « *nouvelle ère* », celle d'un « *pays socialiste moderne* » se hissant « *au premier rang du monde* » en 2050, prenant sa place « *avec une plus grande fierté* » dans le concert des nations.

Contrepartie de ce qu'elle prélève en matières premières, la Chine équipe l'Afrique en trains, routes et ports. Le projet des « nouvelles routes de la soie » – terrestres et maritimes – vise à relier la Chine aux marchés mondiaux. Mille milliards d'investissements de compagnies chinoises en infrastructures portuaires, ferroviaires et autres, de l'Asie centrale à l'Océan Indien, en passant par la Méditerranée, doivent assurer l'expansion de l'influence de Pékin. L'Iran en est un des pivots.

Cette politique expansionnisme visant à assurer des débouchés à sa production ne participe pas des mêmes mécanismes que ceux qui ont prévalu lors du colonialisme et de l'impérialisme occidental il y a plus d'un siècle. Et la Chine n'est pas à strictement parler une puissance impérialiste mais les vieilles puissances impérialistes elles-mêmes ont dû s'adapter à l'évolution de l'ensemble des rapports économiques et financiers sous l'effet de la mondialisation qu'ils ont eux-mêmes mis en œuvre. L'économie et la société chinoises combinent un mélange d'économie étatique et d'économie privée, un écart croissant entre des villes ultramodernes et des campagnes sous-développées, des traits que l'on retrouve en Inde, au Brésil, en Russie comme, à des degrés de combinaison divers, dans tous les pays qui ont intégré le marché mondial. Ce nouveau stade de développement du capitalisme constitue un tout, une économie monde où l'ensemble des rapports économiques, financiers, internationaux ne répondent plus au caractéristiques décrites par Lénine.

Ce dernier n'a d'ailleurs pas parlé de telle ou telle puissance impérialiste mais bien de l'impérialisme comme un stade de développement du capitalisme. Le capitalisme globalisé correspond aujourd'hui à un nouveau stade du capitalisme qui inclut tout autant les USA que la Chine, l'Iran, le Brésil ou autre, cette économie monde devenue l'arène des luttes du nouveau prolétariat pour son émancipation.

## **Les habits neufs du capitalisme ou la révolution permanente à l'œuvre**

L'accélération donnée à l'évolution de la mondialisation par la crise de 2007-2008 ouvre une nouvelle époque dans laquelle la Chine, qui a été le moteur de la relance, a conquis une place prépondérante. Xi Jinping entend faire reconnaître sa place de seconde puissance dans cette « nouvelle ère ». C'est bien l'idée simple qu'il entend imposer à tous les Chinois invités à étudier sa « pensée », devenue quasiment l'égale de la « pensée maotsétung ». Le culte de la personnalité prospère de plus belle pour justifier une telle concentration de tous les pouvoirs en un seul homme, président de la Commission militaire centrale, secrétaire général du PCC et président de la dite République populaire...

Cette évolution ne renvoie pas seulement à la crainte bien réelle d'une explosion sociale latente, elle n'est pas qu'une affaire chinoise, elle est une des conséquences de l'évolution de la mondialisation et un symptôme de la nature de cette évolution. Dans la tectonique des plaques de la mondialisation, elle est la réplique en Asie du séisme « Trump » et réciproquement.

La phase libérale de cette mondialisation durant laquelle l'élément déterminant était la libre circulation des capitaux et la construction des liens d'interdépendance internationale dans la production a cédé la place depuis la crise de 2007-2008 à une phase où s'accentuent les rapports de concurrence entre les États.

Le mythe de la démocratie et de la paix inhérentes à l'économie de marché et à la libre concurrence s'effondre et se transforme en son contraire, la dite libre concurrence utilise toutes les armes possibles, économiques, politiques et aussi... militaires.

Un autre mythe s'effondre, l'intégration des pays émergents, les BRICS, au marché mondial devait leur permettre d'accéder à la démocratie, à l'image des vieux pays capitalistes. Ce mythe est doublement faux, du point de vue de la démocratisation des BRICS par le marché mais aussi du point de vue de la réalité de la démocratie dans les vieux pays riches. Celle-ci cède la place à l'état d'urgence permanent et pour les mêmes raisons que les BRICS ne peuvent accéder à la démocratie.

Le récent limogeage par Trump de Tillerson, chef de la diplomatie américaine, est un nouvel exemple de cette évolution et de la concentration des pouvoirs y compris dans les vieilles puissances impérialistes. Le geste de Trump est un geste belliqueux qui n'a d'autre sens que de faire savoir au peuple américain comme à la Chine que les USA sont prêts à relever le gant pour perpétuer leur domination sur le monde. De même que le déclenchement arrogant d'une guerre commerciale internationale qui vise directement la Chine.

A un bien moindre niveau, le voyage de Macron en Inde prend la même signification, ne pas laisser les mains libres à la Chine pour asseoir et développer ses positions internationales, jouer contre elle ses possibles rivaux.

Avec la fin de l'époque coloniale et impérialiste, le partage territorial du monde a laissé la place à un nouveau mode de domination propre à la mondialisation capitaliste qui est le corollaire de l'organisation et de la segmentation des chaînes de production entre plusieurs pays qui créent des liens complexes d'interdépendance économique et financière dans lesquels les intérêts des États ne coïncident pas nécessairement avec ceux des multinationales.

L'ensemble des nations participent, à un titre ou à un autre, à ce nouveau désordre mondial combinant libéralisme et impérialisme, y défendent leur place, le poids de leur bourgeoisie dans le jeu économique et financier organisé par les multinationales qui dirigent le monde.

Dans cette terrible compétition, la concentration des pouvoirs qui s'est opérée en Chine dans la continuité politique de Mao est indiscutablement un appui de poids qui lui donne une cohésion politique, économique et militaire sans égale. Un concentré de politique économique libérale y compris hors de ses frontières associé à un pouvoir d'État qui prétend unifier la nation dans l'ambition de s'imposer comme grande puissance mondiale face à l'occident dominateur.

Jusqu'où peut aller cette ambition, il serait aveugle de ne pas envisager le pire de la part de ses rivaux, les USA prêts à tout pour préserver et maintenir leur domination. La Chine elle-même pourrait devenir plus agressive sous la pression d'une dégradation de la situation économique mondiale dont sa dépendance la fragilise.

La seule force capable d'empêcher des enchaînements militaires catastrophiques qui sont contenus en germe dans les tensions actuelles est le jeune et immense prolétariat moderne qui prend conscience de ses besoins, de ses intérêts, de sa force, qui n'a pas d'acquis à défendre mais un monde nouveau à construire. Pour ça, il devra se libérer du nationalisme prétendument anti-impérialiste pour s'engager dans la longue marche de l'internationalisme.

Face au prétendu communisme chinois qui n'est que le masque d'une féroce exploitation capitaliste combinée à une dictature militariste, expansionniste, les travailleurs doivent brandir leur propre drapeau, celui de la démocratie et de la révolution, de l'internationalisme qui seuls peuvent ouvrir la voie au socialisme et au communisme.

Yvan Lemaitre

1- <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/09/320922.htm>

2- <https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky-avant-1968/article/la-chine-a-l-heure-de-la>

3- Mylène Gaulard, « Karl Marx à Pekin », Demopolis